

L'enfance sous occupation russe: **déraciner pour dominer**

La russification forcée des enfants ukrainiens est en marche depuis l'occupation des territoires de l'Ukraine en 2014. Privés de leur culture et de leur langue, ils subissent un endoctrinement qui affecte leur santé mentale. Cette politique d'assimilation, qui vise à détruire l'identité ukrainienne, constitue un levier pour l'expansionnisme russe.

Kateryna RASHEVSKA, experte juridique au Centre régional pour les droits humains, à Kiev ⁽¹⁾

C'est l'histoire d'Alina⁽²⁾, jeune Ukrainienne de 17 ans. Elle raconte: «Après l'occupation de Donetsk par la Russie en 2014, les cours de langue ukrainienne se sont faits de plus en plus rares.» Après dix années passées à étudier «selon les normes russes», elle a finalement réussi à retourner dans un territoire contrôlé par l'Ukraine. Mais, «alors que notre professeure de musique commençait à nous enseigner l'ukrainien, au début une fois par semaine, puis toutes les deux semaines, on nous a dit un jour qu'elle était malade et qu'il n'y aurait plus de cours. En réalité, il n'y en aurait plus jamais. Nous avons été surpris, car elle continuait à enseigner la musique...».

Cette histoire est loin d'être unique. Alina fait partie des quelque cinq-cent-quatre-vingt-douze-mille enfants en âge d'être scolarisés qui vivent encore dans les territoires ukrainiens occupés. Privés d'accès à l'enseignement ukrainien, ils ne peuvent ni vivre leur identité linguistique et culturelle, ni exprimer le moindre signe de non-

loyauté envers la Fédération de Russie, sans risquer des représailles.

En parallèle, plus de dix-neuf-mille-cinq-cent-quarante-six enfants, selon les chiffres officiels ukrainiens, ont été déplacés de force vers la Russie, parfois à plus de huit-mille kilomètres de leur foyer. Les autorités russes affirment les avoir évacués conformément au droit international humanitaire. Pourtant, elles sont incapables de justifier un tel éloignement, et encore moins l'absence de retour. Il n'existe non plus aucune base légale à l'imposition forcée de la citoyenneté russe, malgré une série de décrets signés par le président Vladimir Poutine. Il en va de même pour l'assimilation culturelle et linguistique, la militarisation, le «reformatage» idéologique, ou encore le placement d'enfants ukrainiens dans des familles russes – des pratiques condamnées à plusieurs reprises par des organisations internationales.

«Lorsque les représentants de la Fédération de Russie affirment que Russes et Ukrainiens forment un seul peuple, ils entendent

que les Ukrainiens sont des Russes, et non l'inverse», remarque l'historien et professeur Serhiy Plokhii⁽³⁾. De cette façon, ils nient l'existence de l'Ukraine en tant qu'Etat, et celle de sa nation en tant qu'entité souveraine.

Endoctrinement et souffrance mentale

La langue est la première «frontière» de la personne. Quand, fin février 2014, la Russie s'est emparée de la péninsule de Crimée, puis en mai de parties des régions de Donetsk et Louhansk, et, après le 24 février 2022, d'environ 20 % du territoire ukrainien,

(1) K. Rashevskaya est co-auteur de quatre requêtes adressées à la Cour pénale internationale (CPI) concernant les crimes internationaux commis contre les enfants ukrainiens par Vladimir Poutine, Maria Lvova-Belova et Alexandre Loukachenko. En collaboration avec l'équipe du Centre régional pour les droits humains (Regional Center for Human Rights-RCHR, ONG créée en Crimée et déplacée à Kiev en raison de la guerre), elle a développé et défend aujourd'hui le concept d'un mécanisme juridique unifié pour le retour des enfants ukrainiens déplacés. K. Rashevskaya intervient aussi activement pour défendre les intérêts des enfants ukrainiens auprès des instances internationales, Conseil de sécurité, Assemblée générale et Conseil des droits de l'Homme des Nations unies.

(2) Alina, ainsi que les autres victimes mentionnées dans l'article, sont des personnes dont je représente les intérêts devant les organes conventionnels des Nations unies. Pour des raisons de sécurité, leurs prénoms ont été modifiés.

(3) La citation est tirée d'une interview accordée à Voice of America, le 7 mai 2024 (www.holosameryky.com/a/interview_serhii_plokhii/7600311.html).

« Les autorités russes sont incapables de justifier légalement l'assimilation culturelle et linguistique, la militarisation, le "reformatage" idéologique, ou encore le placement d'enfants ukrainiens dans des familles russes – des pratiques condamnées à plusieurs reprises par des organisations internationales. »

elle a tenté de redessiner des frontières physiques. Mais l'objectif de l'agression russe dépasse en fait cette simple conquête territoriale : il s'agit de « percer » les frontières personnelles des Ukrainiens et d'en faire des ennemis de leur propre patrie.

Aujourd'hui, l'Ukraine est plongée dans une guerre conventionnelle, informationnelle et existentielle, où la question de la russification des enfants dépasse largement celle de la violation des droits humains : c'est aussi une arme au service des intérêts impérialistes russes. La militarisation des enfants à cette fin produit, à l'instar du recrutement d'enfants-soldats, de graves conséquences sur leur santé physique et mentale.

Un groupe de chercheuses de l'Académie nationale des sciences d'Ukraine affirme ainsi que les enfants placés sous contrôle russe souffrent d'un « syndrome de rupture du lien ». Ce concept nouveau désigne un ensemble de pertes affectant la santé physique et mentale des enfants, provoquées par les efforts délibérés de la Russie pour les séparer de leur culture, de leur famille et de leur communauté. La Fédération de Russie leur impose des distorsions cognitives, les poussant à renier leur propre identité et à éprouver de la honte vis-à-vis de leur langue. Or, la cognition est essentielle dans le développement de l'identité : elle permet notamment d'éprouver le sentiment d'appartenance à une nation. En détruisant cela, la Russie poursuit un objectif stratégique : l'anéantissement de l'Ukraine. Dans cette perspective, la russification passe par un transfert forcé d'enfants d'un groupe à un autre, élément constitutif de crime de génocide, selon le droit international.

(4) Ce mécanisme vise à enquêter sur les allégations de graves violations des engagements pris par les États dans le cadre de l'OSCE et à identifier des actions pour y remédier. Mis en œuvre à l'initiative de l'État concerné, ou de tout État participant (il peut alors être déclenché sans le consentement de l'État intéressé), il aboutit à la création d'une commission d'experts indépendants (sur demande d'au moins dix États) dont les conclusions sont examinées par le Conseil permanent.

(5) De plus, les manuels de langue ukrainienne imprimés en Russie ignorent totalement l'évolution récente de l'orthographe ukrainienne, niant la légitimité linguistique et culturelle du pays.

(6) Documenté à partir de sources ouvertes (www.instagram.com/insta_hbk/reel/DFHfXZMqsgY).

(7) Terme officiel utilisé par le gouvernement russe pour désigner l'invasion russe de l'Ukraine.

La russification des enfants ukrainiens, souvent accompagnée de harcèlement scolaire et d'une mise en opposition entre les enfants « plus réceptifs » à la rééducation et ceux qui résistent, entraîne des souffrances mentales profondes. Les experts du Mécanisme de Moscou de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE)⁽⁴⁾ ont documenté des pratiques telles que l'écoute forcée, pendant plusieurs heures, de l'hymne national russe et de musiques patriotiques, l'interdiction de parler ukrainien, ou encore l'obligation de regarder des films de propagande. Ces méthodes sont utilisées non seulement contre les enfants ukrainiens, mais aussi contre les prisonniers de guerre.

L'histoire, révélatrice, d'Olha et de Danylo

« Je suis médecin militaire ukrainienne. Depuis le premier jour de la guerre, je suis au front », raconte Olha, originaire de Marioupol. « Mon fils s'est retrouvé en zone occupée, avec ses grands-parents. Après deux années de russification forcée et de rééducation à l'école, je ne reconnaissais plus mon Danylo. Il disait qu'il était "russe" et qu'il devait défendre sa "patrie", la Russie. Je lui ai demandé s'il comprenait que cela signifiait, se battre contre moi. Il avait peur de répondre. »

Dans l'école de Danylo, comme dans toutes celles sous contrôle russe, les élèves assistent à des cours intitulés « Conversations sur l'essentiel », où la guerre est banalisée et l'agression russe contre l'Ukraine justifiée. Les enfants écrivent des lettres de soutien aux soldats russes, fabriquent des filets de camouflage, des bougies de tranchée, et même des éléments d'armement. Olha a réussi à ramener son fils de Marioupol occupée vers un territoire contrôlé par l'Ukraine. A 12 ans, Danylo commence à comprendre ce qui lui est arrivé et pourquoi il avait fini par croire ce que disaient les Russes. Il raconte que même en dehors des cours officiels de propagande, les enseignants devaient expliquer à quel point les « nazis » ukrainiens étaient cruels, et comment l'Ukraine, « inventée par Lénine », était un pays « artificiel » et « malsain ».

L'histoire d'Olha et de Danylo illustre le projet de la Russie : faire la guerre aux Ukrainiens en utilisant les Ukrainiens eux-mêmes, en attisant les conflits internes,

convaincue, comme l'histoire le montre, qu'un pays divisé et déchiré devient une proie facile pour l'agresseur.

La question de la langue reste l'un des instruments dont se sert la Russie pour attiser les tensions. La situation dans les territoires occupés montre clairement l'intention de Moscou d'éradiquer la langue ukrainienne.

Avant le début de l'agression en 2014, 13 589 enfants suivaient une scolarité en ukrainien dans la péninsule de Crimée. Aujourd'hui, seuls 249 élèves y étudient l'ukrainien – et encore, uniquement en tant que matière facultative. Depuis le début de l'invasion à grande échelle, plus aucun enfant à Sébastopol n'étudie l'ukrainien. Les autorités d'occupation des régions de Louhansk et Donetsk ont constaté des résultats similaires. A partir du 1^{er} septembre 2023, l'administration d'occupation a supprimé l'enseignement obligatoire de la langue ukrainienne dans les écoles des régions de Kherson et de Zaporijia. La seule langue d'enseignement autorisée dans les territoires occupés reste le russe – même lors des rares cours facultatifs consacrés à l'ukrainien⁽⁵⁾.

Ainsi, la Fédération de Russie, qui accuse systématiquement l'Ukraine de persécuter sa population russophone, persécute elle-même les ukrainophones et efface la langue ukrainienne des domaines de l'éducation et de la culture. En cela, elle se place dans la continuité de l'empire



Les enfants placés sous contrôle russe souffrent d'un « syndrome de rupture du lien », soit d'un ensemble de pertes affectant leur santé physique et mentale, provoquées par les efforts délibérés de la Russie pour les séparer de leur culture, famille et communauté (pratiques comme écoute forcée de l'hymne national russe, interdiction de parler ukrainien, obligation de regarder des films de propagande...).

russe : dans la circulaire de Valouïev de 1863 – directive secrète du ministre de l'Intérieur Piotr Valouïev, visant de fait à interdire toute édition en ukrainien –, il était affirmé : « La langue ukrainienne n'existe pas, n'a pas existé et n'existera jamais. » Ensuite s'est mise en place, pendant plus d'un siècle, la russification forcée de l'Ukraine, accompagnée d'une stratégie démographique : des personnes d'ethnie russe ont été encouragées à coloniser les territoires du sud-est de l'empire ; et des Ukrainiens de souche ont été transférés ou déportés de force depuis la frontière polonaise vers ces mêmes régions, ou vers des régions lointaines comme la Sibérie.

L'expansionnisme russe en jeu

Aujourd'hui encore, la Fédération de Russie modifie de force le paysage social, culturel et démographique des territoires occupés. Environ un million de ressortissants russes ont colonisé la péninsule de Crimée depuis mars 2014, notamment dans le cadre des programmes fédéraux « Zemsky uchitel » et « Zemsky rabotnik kultur » (programmes pour enseignants et agents culturels). Ces colonisateurs participent à la russification et au conditionnement idéologique des enfants ukrainiens dans les nouvelles régions occupées. En 2024, Liudmyla Leus, enseignante, a déménagé de la localité de Rytishchevsky, dans l'oblast (entité fédérale russe) de Saratov,

pour le bourg de Starobesheve, dans la région de Donetsk occupée, afin d'enseigner l'histoire dans l'école locale. « *Les enseignants et moi-même sommes devenus des combattants, un front particulier – nous luttons pour les enfants, pour leur éducation, pour leurs connaissances, pour qu'ils grandissent en véritables citoyens de la Russie, de notre grande patrie aimée* »⁽⁶⁾, déclare-t-elle, au sujet de sa « mission historique » sur un territoire ukrainien souverain. Outre les colonisateurs, plus de deux-cents anciens participants à l'« opération militaire spéciale »⁽⁷⁾ enseignent aux enfants ukrainiens, contribuant ainsi à leur russification et à leur transformation en ennemis de leur propre nation.

La Russie demeure, dans sa manière d'agir, le dernier empire d'Europe. Conscient de l'inévitabilité de l'effondrement, le régime cherche à transformer de force la Fédération de Russie en un Etat-nation, où « je suis russe » n'est plus un choix, mais une condition de survie. Comme a pu le souligner le politologue Zbigniew Brzezinski, sans l'Ukraine, la Russie

cesse d'être un empire. L'assimilation de l'Ukraine – notamment par la russification des enfants – devient ainsi le seul moyen de retarder sa propre disparition. En niant l'existence de l'Ukraine et des Ukrainiens, la Russie ne fait que confirmer leur réalité et leur altérité – altérité qu'elle perçoit comme une menace existentielle pour son propre modèle impérial.

Mais l'agression russe vise-t-elle uniquement à soumettre la nation ukrainienne, comme l'a relevé la Cour européenne des droits de l'Homme ? La militarisation des enfants – y compris des enfants ukrainiens dans les territoires occupés –, l'annonce de plus de mille-milliards de dollars de dépenses de réarmement d'ici 2030, ainsi que l'expérience de combat unique acquise par la Russie constituent une menace pour l'Europe dans son ensemble. Aujourd'hui, sur le champ de bataille, les Ukrainiens ne défendent pas seulement la liberté, la démocratie et les droits humains. Ils offrent à l'Europe un sursis, un temps précieux pour se préparer à une potentielle future agression russe et à l'émergence d'une « Jeune Armée » russe (Юнармия) – là, où, autrefois, avaient été éradiquées les Jeunesses hitlériennes (Hitlerjugend) et l'organisation italienne fasciste de jeunes, Balilla. ●

« La Russie demeure, dans sa manière d'agir, le dernier empire d'Europe. Conscient de l'inévitabilité de l'effondrement, le régime cherche à transformer de force la Fédération de Russie en un Etat-nation, où “je suis russe” n'est plus un choix, mais une condition de survie. »